

CONFLITS SOCIAUX

Les hospitalo-universitaires reconduisent la grève

Les hospitalo-universitaires ont tenu, hier, leur énième assemblée générale pour discuter de la suite à donner à leur mouvement de protestation qui prend de l'ampleur, en raison de la sourde oreille des pouvoirs publics à leurs revendications.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Une fois de plus, l'assemblée a voté, après deux heures d'échanges d'informations et de points de vue, la reconduction de la grève des soins pour les journées des 25, 26 et 27 mai, avec la confirmation du gel des examens en sciences médicales.

Les hospitalo-universitaires menacent de durcir leur mouvement, dans le

cas où l'administration profèrerait des menaces et des sanctions à l'encontre des grévistes.

«Nous signalons qu'en cas de harcèlement ou d'atteinte à un de nos confrères, notre réaction sera très dure», a résumé, hier, le porte-parole des hospitalo-universitaires, le professeur Djedjelli. Cette détermination fait suite aux dépassements de la part du

vice-doyen de l'Université de Tizi-Ouzou qui a adressé une lettre de menaces à l'un des professeurs de son département.

«Nous souhaitons garder des rapports professionnels très respectueux avec nos amis et collègues de l'administration avec qui nous ne voulons pas rentrer en conflit», a également souligné l'orateur.

Répliquant aux propos tenus par le recteur de l'Université d'Alger, M. Tahar Hadjar, qui a déclaré que «les examens auront lieu et que le ministère de l'Enseignement supérieur

n'est pas responsable de la situation de blocage», les hospitalo-universitaires estiment que ce dernier a une fonction administrative qui ne lui permet pas de parler au nom de la tutelle.

Le ministre de la Santé aurait adressé une instruction verbale à l'ensemble des administrations pour instruire le gel, jusqu'à nouvel ordre, des congés scientifiques pour les grévistes. Ces derniers répondent que dès lors qu'ils sont en grève, ils prennent acte de cette décision, et ce, sans la commenter, même s'ils préfèrent que les déci-

sions soient écrites d'une manière officielle.

Le Professeur Djedjelli informera l'assemblée qu'aucun contact n'a été pris à ce jour avec les responsables des deux ministères de tutelle.

Concernant la balle que se rejettent ces deux ministères, le D^r Djedjik explique «les deux ministères font partie d'un seul gouvernement et ont signé un procès-verbal en toute conscience de la chose».

La même conscience qui a poussé les hospitalo-universitaires à paralyser les étudiants plus que les

malades. «Nous avons plusieurs options de contestation et nous avons choisi celle-ci. Nous sommes sous double tutelle, dont la responsabilité est partagée», signale-t-il.

Par ailleurs, le président de l'Ordre des médecins, le D^r Mohamed Bekkat Berkani, a été l'invité de cette assemblée générale, au cours de laquelle il a exprimé son soutien indéfectible aux hospitalo-universitaires et a interpellé les pouvoirs publics pour la prise en charge immédiate de cette catégorie d'élite.

R. M.

FILIÈRE LAIT

Toujours pas de sortie de crise

Complexe et nécessitant l'implication de plusieurs intervenants, la filière lait continue de donner du fil à retordre aux pouvoirs publics.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Agriculture, qui a écouté les doléances des professionnels, a pu mesurer hier tout le chemin qu'il reste à accomplir pour booster la production de lait.

L'insuffisance des cultures maraîchères et la problématique de la logique économique mettent agriculteurs et propriétaires de laiteries dans des situations qu'ils qualifient d'intenable. En soutenant que la question du soutien du prix du lait en sachet ne peut être remise en cause, Benaïssa propose aux différents acteurs un compromis minimum et une plus grande adhésion à la politique de son secteur pour éviter le recours à des

mesures qui leur seraient imposées. Tour à tour, transformateurs, éleveurs et collecteurs ont pris la parole hier en marge du Sipsa pour évoquer les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien pour relever le défi lancé par les pouvoirs publics afin de sortir le pays de la dépendance en matière de lait. Pour les éleveurs, le problème numéro un reste l'absence de fourrages en quantité suffisante. L'un deux dira que s'il devait nourrir une vache pour 600 DA par jour, il est certain qu'il court à sa faillite. L'élevage hors sol constitue, en effet, une grande entrave à l'élevage. Beaucoup d'éleveurs finissent par abandonner l'activité.

Pourtant, les solutions existent. Selon les professionnels, il faut développer les superficies des cultures maraîchères. Une option pas toujours facile à mettre en place car dépendant des aléas climatiques. Les transformateurs évoquent, quant à eux, un autre

type de problème, celui du prix de revient du sachet de lait qui est subventionné. Appelés à absorber les quantités de lait collecté à travers le territoire national, ces derniers estiment qu'en achetant le litre en moyenne à 30 DA, ils sont perdants car en le transformant en lait en poche, ils sont obligés de le vendre au prix fixé par l'Etat, soit 25 DA. Une réalité à laquelle il faut ajouter le fait que lorsque les prix de la poudre de lait s'effondrent sur les marchés internationaux, il leur est difficile d'opter pour le lait cru qui a un coût de revient supérieur. Un dilemme auquel Benaïssa tentera de répondre en évoquant les différents mécanismes mis en place par son ministère pour subventionner tous les acteurs de la filière. Des actions qui, dit-il, doivent être améliorés en concertation avec les concernés qui sont au contact de la réalité.

N. I.

ARCELOR MITTAL/EL-HADJAR

Deux émissaires de la Centrale syndicale à Annaba

Le renouvellement des sections syndicales d'Arcelor Mittal Annaba, y compris celle du port, ainsi que celui du syndicat de l'entreprise à travers des élections sous l'égide de l'Union de wilaya UGTA de Annaba et l'exclusion de la candidature de Aïssa Menadi à ces élections, ont été les principales revendications des travailleurs du complexe, indique un communiqué adressé hier, mercredi, au bureau du Soir d'Algérie, par le bureau syndical de cette entreprise.

Le document, signé par le porte-parole des travailleurs, Smaïl Kouadria, fait suite à une réunion de travail tenue le même jour au siège du bureau syndical entre ce dernier et les deux émissaires de la Centrale syndicale, en l'occurrence Tayeb Hmaria et Salah Adjabi. Il est fait également état, dans ce communiqué, de l'urgence de l'installation du syndicat d'entreprise «au moins 15 jours avant les négociations», prévues le 1^{er} juillet prochain avec la direction du complexe pour l'aboutissement de la plate-forme de revendications socioprofes-

sionnelles. L'exclusion de la candidature de Menadi est motivée par «la suspension de la relation de travail» entre ce dernier et l'entreprise «pour cause de son détachement» à l'Assemblée populaire nationale (APN). Durant cette période transitoire d'avant-élections, le fonctionnement normal du syndicat doit être assuré par M. Kouadria, en qualité de porte-parole des travailleurs et ce, en collaboration avec l'ensemble des délégués syndicaux, insistent les membres du bureau syndical, toujours selon le même communiqué, signé par

Smaïl Kouadria. Un accord de principe pour faire aboutir ces revendications a été obtenu des deux secrétaires nationaux, selon le porte-parole des travailleurs, contacté par nos soins. Un autre son de cloche émane de la partie adverse. En effet, dans l'impossibilité d'avoir au téléphone Aïssa Menadi, pour connaître son point de vue à ce sujet, nous avons pu contacter l'un de ses principaux lieutenants, en la personne de Abdelhamid Houamri.

Ce dernier nous a informés que l'assemblée générale électorale prévue hier, mercredi, hors du complexe Arcelor Mittal d'El-Hadjar, selon les vœux de la partie emmenée par le syndicaliste et député de Annaba, a été reportée à lundi prochain.

Ce report intervient à la demande de Sidi Saïd, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), précise la même source. Le

premier responsable de la Centrale syndicale, actuellement à Genève (Suisse), pour assister à une réunion du Bureau international du travail (BIT), sera à cette date à Annaba afin de superviser le déroulement de l'AGE, précise-t-on de source syndicale locale. Pomme de discorde, le lieu de cette assemblée semble être primordial pour chacune des deux parties en conflit. La partie adverse conduite par Smaïl Kouadria, secrétaire général adjoint, devenu porte-parole officiel des travailleurs, à la faveur du grand rassemblement des métallurgistes, organisé dimanche au sein du complexe, refuse l'organisation de cette AGE à l'extérieur de ce dernier.

Elle est confortée dans sa décision par la marche de soutien, organisée mardi à l'intérieur du complexe, par des centaines de travailleurs.

A. Bouacha

DANS SA 7^e ÉDITION

Le Djazagro «emballe» plus d'exposants

Le Djazagro a le vent en poupe ! Une plus forte croissance est enregistrée depuis sa première édition en 2003. Ce salon, qui entend apporter une offre nouvelle aux visiteurs, compte cette année 40% d'exposants nouveaux en terme de surface.

L'offre sera donc plus variée, et côté visiteurs, cette année aura un cachet plus africain. Djazagro, c'est du 18 au 21 mai 2009 au pavillon central de la Safex.

Fort de ses 350 exposants et de ses 10 000 visiteurs professionnels attendus, le Djazagro, avec plus de 12 000 m² de surface d'exposition, atteint, cette année, une surface record avec une participation grandissante. Plus de 80% d'exposants internationaux représentent divers secteurs des industries et emballages agroalimentaires, de la boulangerie, pâtisserie et restauration. Pour cette édition, une grande amélioration dans l'organisation du salon est remarquée, considère B. Laurent, directeur de Djazagro, lors d'une conférence de presse tenue hier à la Safex. «On occupe la totalité de la surface du pavillon C», dira Laurent. Concernant l'organisation, «il s'agit d'une double organisation algéro-française».

Avec un portefeuille de 120 salons professionnels organisés, industriels pour la plupart, Comexposium et l'association Adepta, (Association pour le développement des échanges internationaux de produits et techniques agroalimentaires) qui réunissent plus d'une cinquantaine d'entreprises françaises, représentent la partie française. La Caci et la Safex servent de relais «algérien». Réservé aux exposants-fabricants, la présence de ces dernières est exigée. Les représentants et agents agréés viennent les «seconder». Cette exigence reste «une sorte de caution pour les visiteurs et clients intéressés». Aussi, Comexposium œuvre depuis des mois à «draguer» les professionnels en faisant de la promotion du salon et en usant de moyens d'information. Des efforts ont été concentrés dans ce sens sur une période allant entre janvier et mars. Les chambres de commerce servent de relais dans diverses régions d'Algérie, explique le conférencier.

Autre nouveauté cette année, un secteur forum labo à Djazagro présentera les matériels de laboratoire et d'analyses. «Soucieux de traçabilité et attentifs à des normes de législation de plus en plus contraignantes, les industriels de l'agroalimentaire ont besoin d'équipements performants pour leurs fréquentes analyses, particulièrement lorsque leurs productions sont destinées à l'export», estime l'orateur. Plus de 25 entreprises étrangères spécialisées dans la fourniture de matériel de laboratoire et d'analyses seront de la partie. On notera, selon B. Laurent, la présence de France Formation Export représentée par 7 écoles connues en France, pour la pâtisseries et la boulangerie. Cette entreprise répondra aux exigences des visiteurs, notamment l'adaptation du matériel à certaines formes et normes de production. D'après les évaluations de M. Laurent, les clients algériens «osent» plus et leur demande est plus «précise». Côté algérien, le représentant de la Caci, M. Saâdane Kadri, estime qu'«une dimension un peu plus régionale marquera ce salon et sera surtout destinée aux pays africains». Une forte demande de pays subsahariens est formulée.

La proximité géographique aidant, l'Algérie leur permet de venir assister au salon à moindre coût. Leurs perspectives : «produire de la façon la plus optimale, à moindre coût». Cela induit un besoin en équipements, en savoir-faire et en formation qu'ils trouveront durant ce salon.

Wassila Zegtitouche